

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**BANQUE SBA**

Société anonyme au capital de 40 280 042 €  
Siège social : 68, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris  
999 990 062 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 23 mai 2019

**A. – Comptes sociaux****I. – Bilan publiable au 31 décembre 2018**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P.	170 969	86 252
Effets publics et val. assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédits	132 062	123 995
Operations avec la clientèle	386 024	337 816
Obligations et autres titres à revenu fixe	54 234	35 534
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	26	21
Parts dans les entreprises liées	29 597	27 322
Crédit-bail et loc. avec option d'achat	-	-
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles	434	482
Immobilisations corporelles	823	1 396
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs	7 442	8 425
Comptes de régularisation	3 108	1 641
<b>Total de l'actif</b>	<b>784 719</b>	<b>622 884</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Banques centrales, C.C.P.	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	142 526	41 169
Operations avec la clientèle	514 117	456 297
Dettes représentées par un titre	-	-
Autres passifs	2 209	2 671
Comptes de régularisation	5 540	2 106
Provisions pour risques et charges	3 080	3 395
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux	-	-
Capitaux propres hors FRBG	117 246	117 246
Capital souscrit	40 280	40 280
Prime d'émission	1 010	1 010
Réserves	58 656	56 302
Ecart de réévaluation	-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	17 300	16 300
<b>Total du passif</b>	<b>784 718</b>	<b>622 884</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Engagements donnés		
Engagements de financement	69 869	84 502
Engagements de garantie	35 758	37 134
Engagements sur titres	-	-
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-

Engagements de garantie	68 735	94 716
Engagements sur titres	-	-

## II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	31/12/2018	31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés	18 423	16 026
- Intérêts et charges assimilées.	- 7 681	- 5 736
+ Commissions (produits)	1 166	1 037
- Commissions (charges)	- 207	- 274
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	1 124	3 020
+/-Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	- 885	
+ Autres produits d'exploitation bancaire.	445	571
- Autres charges d'exploitation bancaire	- 16	- 1
Produit net bancaire	12 369	14 643
-Charges générales d'exploitation.	- 10 081	- 10 714
-Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 314	- 195
Résultat brut d'exploitation	1 974	3 734
+/- Coût du risque.	946	- 470
Résultat d'exploitation	2 920	3 264
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés.	1 290	1 159
Résultat courant avant impôt	4 210	4 423
+/- Résultat exceptionnel.		
- Impôt sur les bénéfices.	- 621	- 1 069
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	3 589	3 354

## III. – Notes annexes aux comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2018

### Méthodes Comptables

#### I. – Principes généraux

Les comptes annuels 2018 sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et intègrent les comptes de la succursale de Chypre.

#### II. – Opérations en devises

Les positions de change résultant des opérations au comptant ou à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur à la date de clôture ; les profits ou pertes résultant des opérations de change au comptant sont enregistrés en résultat de change. Les reports ou déports des opérations de change à terme sont enregistrés en produits ou en charges, prorata temporis, sur la durée de vie des contrats.

Le montant total des devises (hors euro) représente 49,75 % du total bilan, soit 390,4 millions contre-valeur euros au passif aussi bien qu'à l'actif du bilan.

#### III. – Crédits à la clientèle et provisions d'exploitation

Les crédits à la clientèle sont détaillés par nature dans notre tableau n°3.

Ils incluent les encours douteux, nets des provisions.

En application du règlement ANC n°2014-07, lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

La banque SBA ne compte aucune créance restructurée à des conditions hors marché.

Conformément aux dispositions des articles 2231-1 et 2231-2 de ce règlement, l'actualisation des flux prévus de capital et d'intérêts des créances douteuses a été effectuée au 31 décembre 2018.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Les provisions pour créances douteuses sont déterminées dossier par dossier, dès lors que la Direction Générale estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel. Elles sont enregistrées en déduction des actifs, et sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée.

Les intérêts des créances douteuses font l'objet d'une provision d'un montant identique et sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et, par conséquent, du Produit Net Bancaire.

Notre tableau numéro 10 ventile nos créances douteuses par secteur économique.

#### **IV. – Risques et charges**

Les engagements sur les pays classés à risque sont suivis et contrôlés de façon permanente.

Les provisions sur risques pays figurent au passif du bilan (cf. tableau 9). Elles sont déterminées suivant instruction de la Direction Générale en fonction de la situation financière de chaque pays.

Notre exposition aux risques pays reste principalement concentrée sur les pays du Proche - Orient.

#### **V. – Titres de placement, de transaction, titres de participation et de filiales**

##### **A) Titres de placement**

Sont comptabilisés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de rendement.

Conformément au règlement ANC n°2014-07, la Banque effectue l'étalement en produit ou perte de la prime ou décote des titres à revenu fixe.

Les titres sont enregistrés au bilan dès le transfert de propriété, c'est-à-dire à la date de règlement / livraison. Les achats / ventes à terme de titres sont enregistrés dans des comptes de hors bilan jusqu'à la date de règlement / livraison.

Les obligations, actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés à leur prix d'acquisition. Les obligations sont enregistrées hors coupons courus. Les frais d'acquisition et de cession sont portés en charge.

Les titres sont évalués à la clôture de l'exercice au cours du marché à cette date, dans le cas des titres cotés, sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

Les moins-values latentes déterminées ligne par ligne donnent lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

##### **B) Titres de transaction**

Sont comptabilisés en titres de transaction les titres acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé liquide.

Les titres sont évalués à chaque arrêté comptable au cours du marché et enregistrés en mark-to-market.

##### **C) Titres de participation et de filiales**

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres de participation et de filiales est estimée en considération de leur valeur d'usage et les moins-values latentes donnent lieu à constitution de provisions pour dépréciation.

Cependant, dès lors que la filiale a enregistré un déficit pendant l'année, une provision identique est constituée.

#### **VI. – Immobilisations**

Les immobilisations incorporelles concernent les frais d'établissement et les logiciels acquis. Ils sont amortis sur une durée de trois ans.

Les immobilisations corporelles figurant à l'actif ont une valeur brute constituée par leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens selon le mode linéaire ou dégressif.

L'application du règlement ANC 2014-03 n'a pas généré d'impact significatif dans les comptes au 31 décembre 2018.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

Frais d'établissement et logiciels	3 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Immeubles	20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

**VII. – Fonds propres**

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2017, le résultat a été affecté en réserve ordinaire pour 2.354.109,59 € et 1.000.000 € en report à nouveau.  
Quant au capital social de 40.280.042 €, il se compose de 1.830.911 actions au nominal de 22 €.

**VIII. – Frais de personnel**

La provision retraite calculée pour l'exercice 2018 est effectuée en application de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, qui modifie le montant des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière.

Cette provision s'élève à 272.802 € au 31 décembre 2018.

Conformément à la recommandation 2013-02 de l'ANC et au règlement sur les passifs, une provision pour médailles du travail est enregistrée dans les comptes de la Banque SBA Paris et se monte à 252.638 € au 31 décembre 2018.

**IX. – Comptabilisation des charges et des produits****Commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires T.T.C. réglés cette année à nos commissaires aux comptes s'élève à 114.879 € pour Deloitte et 108.759 € pour Mazars.

**Intérêts et commissions**

Les intérêts et commissions assimilées aux intérêts sont comptabilisés prorata temporis.

Toutes les autres commissions sont enregistrées à l'encaissement, y compris les commissions reçues ou payées lors de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, pour lesquelles, du fait de leur caractère non- significatif, le règlement n° 2014-07 n'a pas été appliqué.

Les produits et charges en devises sont enregistrés dans leur devise originelle.

Les encaissements et décaissements ainsi que les produits et charges courus sont convertis en euros quotidiennement au cours du jour.

**Revenus des titres de participation, titres de l'activité de portefeuille et de placement**

Les revenus des actions et autres titres à revenus variables sont enregistrés à la date d'encaissement.

Les revenus des obligations et autres titres à revenus fixes sont comptabilisés sur la base des intérêts courus.

**X. – Impôt sur les sociétés**

Les impôts concernant l'exercice de clôture mais dont la mise en recouvrement n'interviendra que l'année suivante, sont provisionnés dans les comptes de l'exercice de clôture.

Les avoirs fiscaux et crédits d'impôts attachés au revenu du portefeuille titres sont comptabilisés en diminution de la charge d'impôt sur les sociétés.

**XI. – Autres informations**

La Banque SBA est consolidée par intégration globale par le groupe B.L.F.

Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat  
(Tous les chiffres ci-dessous sont exprimés en milliers d'euros.)

**1. – Créances sur les établissements de crédit**

	2018	2017
Comptes à vue Prêts JJ	90 818	62 029
Comptes à terme	41 185	61 933
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	59	33
	132 062	123 995

Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	130 165	122 200
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	1 897	1 795
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
	132 062	123 995

## 2. – Dettes sur les établissements de crédit

	2018	2017
Comptes à vue	85 913	39 225
Emprunts JJ	-	-
Comptes à terme	56 611	1 907
Dettes rattachées	2	37
	142 526	41 169
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	142 526	41 169
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	-	-
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	-	-
	142 526	41 169

## 3. – Créances sur la clientèle

	2018	2017
Crédits à l'exportation	6 039	8 357
Crédits de trésorerie	159 844	142 268
Crédits à l'habitat	57 909	79 007
Prêts à la clientèle financière	860	1 500
Autres concours à la clientèle	25 038	16 961
Comptes à vue	118 459	79 299
Créances rattachées	1 952	1 323
Créances douteuses compromises	45 939	26 523
Provisions sur créances douteuses compromises	- 45 941	- 20 632
Créances douteuses non compromises	44 419	51 104
Provisions sur créances douteuses non compromises	- 28 495	- 47 894
	386 024	337 816
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	187 403	156 202
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	46 089	63 011
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	131 242	101 265
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	21 289	17 338
	386 024	337 816

Répartition des emplois clientèle par devises	2018	2017
USD	62 %	57 %
EUR	36 %	38 %
Autres	2 %	5 %

Répartition des emplois clientèle par pays	2018	2017
France	20 %	21 %
Europe	14 %	9 %
Moyen Orient	44 %	51 %
Autres	22 %	19 %

**4. – Dettes sur la clientèle**

	2018	2017
Comptes à vue	184 019	192 509
Comptes à terme	311 783	246 455
Emprunts auprès de la clientèle financière	16 745	16 066
Dettes rattachées	1 570	1 267
	514 117	456 297
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	421 126	372 115
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	92 455	84 182
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	536	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	-	-
	514 117	456 297

Répartition des ressources clientèle par devises	2018	2017
USD	65 %	55 %
EUR	27 %	32 %
Autres	8 %	13 %

Répartition des ressources clientèle par pays	2018	2017
Europe	27 %	22 %
Moyen Orient	52 %	63 %
Autres	21 %	15 %

**5. – Titres**

	2018					2017				
	Valeur brute	Valeur de marché	+ Valeur latente	- Valeur latente prov.	Valeur nette comptable	Valeur brute	Valeur de marché	+ Valeur latente	- Valeur latente prov.	Valeur nette comptable
Obligations										
Emis par organismes Publics	9 339	9 339			9 339	6 085	6 085			6 085
Emetteurs autres	44 895	44 895			44 895	29 450	29 450			29 450
Total	54 234	54 234	0	0	54 234	35 535	35 535	0	0	35 535
Actions										
Titres cotés										
SICAV de capital FCP de capital										
- Autres actions										
Titres non cotés										
- Autres actions										
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Durée restant à courir	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Montants	4 361 €	-	18 981 €	30 892 €	54 234 €

Répartition des titres par nature comptable	2018	2017
Titres de transaction	17.109 K€	29.830 K€
Titres de placement	1.700 K€	1.502 K€
Titres d'investissement	35.425 K€	4.203 K€

**6. – Parts dans les entreprises liées et titres de participation**

	Valeur Nette au 01/01/18	Acquisitions	Reclassement et Change	Dotations ou Reprise de l'année	Valeur Nette au 31/12/18	Valeur Brute au 31/12/18	Provisions au 31/12/18
1) Parts dans les entreprises liées L.F. Finance Suisse	27 322			2 275	29 597	32 926	3 329

2) Titres de participation							
Certificat FGDR	11		5		16	16	
T.B.L. Réalisation P.L.C.						1 284	1 284
SWIFT	10				10	10	
Total	27 343		5	2 275	29 623	34 236	4 613

**7. – Immobilisations brutes**

	Montant au 01/01/2018	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2018
1) Immobilisations incorporelles	2 188	39			2 227
Fonds commercial					
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	2 188	39			2 227
2) Immobilisations corporelles	4 422	275	-672		4 025
Construction	1 371		-672		699
Mobilier et Matériel	2 096	275			2 371
Agencement	955				955
Total	6 610	314	-672		6 252

**8. – Amortissements**

	Montant au 01/01/2018	Dotations	Amortissement sur cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2018
1) Immobilisations incorporelles	1 707	86			1 793
Fonds commercial					
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	1 707	86			1 793
2) Immobilisations corporelles	3 025	226	- 49		3 202
Construction	438	18	- 49		407
Mobilier et Matériel	1 656	196			1 852
Agencement	931	12			943
Total	4 732	312	- 49		4 995

**9. – Provisions pour créances douteuses, risques et charges et risques pays**

	Montant au 01/01/2018	Dotations	Reprises et utilisations	Reclassement et différence de change	Montant au 31/12/2018
Provisions pour créances douteuses clients	68 526	2 561	- 3 776	3 526	70 837
Provisions pour créances douteuses banques					
Provisions inscrites au Passif pour :					
- Charges	651			- 201	450
- Indemnités de fin de carrière	364		- 91		273
- Risques Pays	1 679		- 131	79	1 627
- Hors Bilan	701			29	730
Total provisions	71 921	2 561	- 3 998	3 433	73 917

Le ratio des créances douteuses nettes de provisions sur les crédits à la clientèle est passé à 4,12 % au 31 décembre 2018 contre 2,69 % au 31 décembre 2017.

Le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à 81,65 % fin 2018 contre 88,28 % fin 2017.

**10. – Ventilation par secteur économique des clients douteux**

	Encours au 31/12/2018	Provisions au 31/12/2018	Taux de provision au 31/12/2018	Encours au 31/12/2017	Provisions au 31/12/2017	Taux de provision au 31/12/2017
Immobilier	7 294	162	2,22 %	2 585	2 585	100,00 %
Transport Maritime	7 826	7 826	100,00 %	7 383	7 383	100,00 %
Fabrication industrielle	40 463	34 264	84,68 %	34 752	33 022	95,02 %
Activité commerciale	30 643	28 052	91,54 %	32 033	24 662	76,99 %
Télécommunication	533	533	100,00 %	874	874	100,00 %
	86 760	70 837	81,65 %	77 627	68 526	88,28 %

**11. – Capitaux propres**

	Montant au 01/01/2018	Distribution de dividendes	Affectation du résultat 2017	Mouvements de capital	Autres mouvements	Montant au 31/12/2018
Capital	40 280					40 280
Prime d'émission	1 010					1 010
Réserve légale	4 028					4 028
Réserve sur + value à long terme	-					-
Réserve ordinaire	52 274		2 354			54 628
Report à nouveau	16 300		1 000			17 300
Provisions règlementées	-					-
Résultat au 31/12/2017	3 354		-3 354			-
Résultat au 31/12/2018						3 589
Total	117 246	-	-	-	-	120 835

**12. – Comptes de régularisation et autres actifs et passifs**

Actif	Montant au 31/12/2017	Montant au 31/12/2018
Débiteurs divers	7 275	8 263
Charges payées d'avance	174	360
Comptes d'ajustement devises	1 412	1 226
Produits à recevoir	122	40
Comptes de règlement sur titres	167	161
Autres comptes de régularisation	1 400	16
Total	10 550	10 066

Passif	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Dettes fiscales et sociales	1 796	2 632
Produits perçus d'avance	87	137
Charges à payer	1 830	1 925
Créditeurs divers	414	39
Chèques en attente d'encaissement	0	0
Autres comptes de régularisation	34	44
Total	4 161	4 777

**13. – Détail du cout du risque**

	2018	2017
Dotations	-120	-3 693
- Créances douteuses	-120	-3 651

- Risques pays	0	-18
- Pertes et charges	0	-24
- Engagements de fin de carrière	0	0
- Engagements par signature	0	0
Pertes sur créances irrécupérables	-3 137	-162
- Créances douteuses	-3 137	-162
- Pour risques et charges	0	0
- Risques pays		
Reprises de provisions	4 202	3 385
- Créances douteuses	3 864	778
- Risques pays	131	0
- Pour risques et charges	207	2 607
Récupérations sur créances amorties	-	-
- Créances douteuses	-	-
- Risques pays	-	-
Cout du risque	945	-470

## 14. – Chiffre d'affaires et résultat

	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Chiffre d'affaires	21 158	20 654
Produit net bancaire	12 369	14 643
Résultat brut d'exploitation	1 974	3 734
Résultat net avant Impôt	4 210	4 423
Impôt sur les sociétés	-621	-1 069
Résultat net	3 589	3 354

Moyenne du cours du Dollar :

— 2018 : 0,8513 €

— 2017 : 0,8811 €

## 15. – ventilation géographique du produit net bancaire

	2018			2017		
	Métropole	Etranger	Total	Métropole	Etranger	Total
Intérêts et assimilés						
Produits	13 923	4 895	* 18 425	13 113	4 085	* 16 025
Charges	-6 122	-1 953	*-7 681	-5 376	-1 533	*-5 736
Net	7 801	2 942	10 743	7 737	2 552	10 289
Revenu des titres à revenu variable						
Commissions						
Produits	1 071	95	1 166	955	83	1 038
Charges	-173	-34	-207	-252	-22	-274
Net	898	61	959	703	60	764
Operations financières						
Solde des opérations de négociation	1 105	18	1 123	2 842	178	3 020
Solde des opérations sur titres de placement	-885		-885			
Net	220	18	238	2 842	178	3 020
Autres opérations bancaires						
Produits	173	272	445	294	277	571
Charges	-16		-16	-1		-1
Net	157	272	429	293	277	570
Produit net bancaire	9 076	3 293	12 369	11 575	3 068	14 643

\* Déduction faite des comptes liés (Paris et Chypre)

La colonne « Métropole » regroupe les charges et produits de l'activité de la BANQUE SBA Paris.  
La colonne « Etranger » regroupe les charges et produits de l'activité de l'agence de Chypre.

**15 bis. – Ventilation par nature des intérêts**

	Banques	Clients	Titres	Total
Intérêts et produits assimilés	2 480	15 568	377	18 425
Intérêts et charges assimilés	- 1 693	- 5 988	-	- 7 681

**16. – produits et charges exceptionnels**

Néant

**17. – Charges de personnel et effectif moyen**

Charges de personnel :

	2018	2017
Salaires et Traitements	3 618	3 786
Charges Sociales	2 745	2 875
Total	6 363	6 661
Dont charges de retraite	557	565

Effectif moyen :

	2018	2017
Direction Générale	3	3
Cadres	28	33
Techniciens	28	26
Total	59	62

**18. – Comptes liés intra-groupe**

31/12/2018	Banque Libano Française	LF Finance
Actif		
Comptes courants	4 959	696
Prêts Jour/Jour		
Prêts Terme		860
Créances rattachées		19
Prêts Subordonnés		
Net Titres de Participation		
Passif		
Comptes courants	53 071	97
Emprunts Jour/Jour		
Emprunts Terme	56 000	16 745
Dettes rattachées		3
Autres sommes dues		
Hors Bilan		
Forex à Terme		
Financement Donné		
Financement Reçu		
Garanties Données	642	
Intérêts		
Total Charges	-59	-442

Total Produits	47	153
Commissions		
Charges		
Frais de siège	-454	
Produits	6	

## 19. – engagements hors-bilan

Engagements donnés	2018	2017
Engagements de financement		
Ouvertures de L/C's confirmés d'ordre de la clientèle	67,399	63,721
Acceptations à payer (d'ordre de la clientèle)	2,470	14,733
	69,869	78,454
Engagements de garantie		
Garanties émises d'ordre de banques	4,445	2,985
Garanties, avals, et cautions sur marchés d'ordre de la clientèle	28,068	33,670
Engagements douteux	3,245	3,288
	35,758	39,943

Engagements reçus	2018	2017
Garanties reçues de banques	68,735	95,195
Garanties reçues des sociétés d'assurance et administrations		
	68,735	95,195

20. – Comptes inactifs  
(au sens de la loi Eckert promulguée le 13 juin 2014)

Nombre de comptes inactifs ouverts	132
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes inactifs	4 003 668,38 €
Nombre de compte inactifs transférés à la CDC en 2018	7
Montant total des fonds déposés à la CDC en 2018	314 893,55 €

## V. – Affectation des résultats

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice 2018, soit + 3.589.236,56 € :

- au report à nouveau, soit - 2.200.000,00 €
  - à la réserve ordinaire, soit - 1.389.236,56 €
- Dont 9.632,00 € constituent une réserve non distribuable effectuée au sein de la succursale de Chypre au titre de l'IFRS 9.

Comme conséquence de ces opérations :

- la réserve légale reste inchangée à 4.028.004,20 €.
- le compte de report à nouveau sera porté de 17.300.000 € à 19.500.000 €.
- la réserve ordinaire sera portée de 54.628.065,87 € à 56.017.302,43 €.

L'Assemblée Générale constate que le résultat net et le résultat distribué des trois derniers exercices ont été les suivants :

- 2015 : résultat net : EUR 5.043.003,56. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.
- 2016 : résultat net : EUR 5.143.933,86. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.
- 2017 : résultat net : EUR 3.354.109,59. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.

## **VI. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque SBA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Risque de crédit et provisions pour risque pays**

##### **Risque identifié**

Dans le cadre de ses activités, la banque SBA est exposé au risque de crédit clientèle.

SBA comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit avéré inhérent à son activité.

Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et hors bilan concernés. Ces provisions sont déterminées par le management de SBA.

Au 31 décembre 2018, le montant total des encours bilan (Paris + Chypre) exposés au risque de crédit s'élève à 86,8 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 70,8 millions d'euros.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations par la direction de la valeur des éventuelles garanties.

##### **Notre réponse**

Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de SBA et testé les contrôles concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.

Nous avons également réalisé en date d'arrêté, des travaux approfondis sur les encours de crédit clientèle.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

- Notation des contreparties : nous avons analysé le risque des contreparties significatives ; nous avons par ailleurs apprécié le niveau de risque d'une sélection d'encours estimés sains par la direction afin de nous assurer de l'absence de nécessité d'un déclassement en douteux de ces encours ;

- Nous effectuons également un suivi des impayés en date d'arrêté et nous assurons qu'aucune contrepartie ne présente d'échéance impayée supérieure à 90 jours et nécessitant le déclassement en douteux.
  - Evaluation des dépréciations constituées sur base individuelle : nous avons vérifié le correct déclassement en douteux des risques avérés, examiné l'évaluation des risques de non recouvrement et l'estimation des garanties et apprécié les hypothèses et données retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations.
- Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

#### Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque SBA par une assemblée générale de l'exercice 1996 pour le cabinet Mazars et par l'assemblée générale du 27 mai 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2018, la durée de la mission sans interruption du cabinet Mazars était supérieure à 20 années et le cabinet Deloitte & Associés était dans la 11<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris – La Défense, le 30 avril 2019,  
Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés  
Pascal Colin

Mazars  
Anne Veaute

## **B. – Comptes consolidés**

### **I. – Bilan consolidé**

**(En milliers d'euros.)**

<b>Actif</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Operations interbancaires et assimilées	347 068	248 321
Operations avec la clientèle	431 199	370 053
Obligations actions, autres titres à revenus fixes et variables	68 708	52 784
Part., activité portefeuille et parts dans les entreprises liées	26	21
Immobilisations corporelles et incorporelles.	1 663	2 367
Comptes de régularisation et actifs divers .	10 790	10 387
<b>Total actif</b>	<b>859 454</b>	<b>683 933</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Operations interbancaires et assimilées	146 918	41 250
Operations avec la clientèle	583 885	516 656
Comptes de régularisation et passifs divers	4 664	5 316
Provisions pour risques et charges	3 223	3 532
Intérêts minoritaires	-	-
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)	120 764	117 179
Capital souscrit	40 280	40 280
Primes d'émission	1 010	1 010
Réserves consolidées et autres	75 885	72 535
Résultat de l'exercice	3 589	3 354
<b>Total passif</b>	<b>859 454</b>	<b>683 933</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Engagements donnés de l'activité bancaire	106 658	122 597
Engagements de financement	69 869	84 502
Engagements de garantie	36 235	37 542
Engagements sur titres	554	553
Engagements reçus de l'activité bancaire	68 735	94 716
Engagements de financement		
Engagements de garantie	68 735	94 716
Engagements sur titres		

## II. – Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros.)

	<b>Au 31/12/17</b>	<b>Au 31/12/18</b>
+ Intérêts et produits assimilés	17 325	19 879
- Intérêts et charges assimilées	- 5 984	- 8 092
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions reçues et autres produits d'exploitation bancaire	3 786	4 194
- Commissions payées et autres charges d'exploitation bancaire	- 274	- 207
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3 099	1 194
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement		- 885
+Autres produits d'exploitation bancaire	571	445
-Autres charges d'exploitation bancaire	- 1	- 16
Produit net bancaire	18 522	16 512
-Charges générales d'exploitation	- 13 241	- 12 981
-Dotation aux amort. et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 388	- 438
Résultat brut d'exploitation	4 893	3 093
+/- Coût du risque	- 470	946
Résultat d'exploitation	4 423	4 039
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		171
Résultat courant avant impôt	4 423	4 210
+/- Résultat exceptionnel		
-Impôt sur les bénéfices	- 1 069	- 621
Résultat net part du groupe	3 354	3 589

### **III. – Notes annexes aux comptes consolidés**

#### **Principes de consolidation et Principes comptables**

##### ***I. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés***

Les comptes consolidés de la BANQUE SBA sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du Comité de la Réglementation Comptable, relatif à la consolidation des comptes des établissements de crédit.

Les comptes des filiales étrangères ayant été établis d'après les règles comptables des pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes et aux règles généralement admis par la profession bancaire française.

##### ***II. – Principes et modalités de consolidation***

###### **A) Périmètre de consolidation**

Les comptes consolidés regroupent les comptes sociaux de la Banque et les comptes de sa filiale LF FINANCE (SUISSE) S.A., détenue à hauteur de 100 %.

LF FINANCE (SUISSE) S.A. est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

###### **B) Date d'arrêté des comptes**

Les comptes de toutes les sociétés consolidées ont été arrêtés au 31 décembre 2018.

###### **C) Ecarts d'acquisition**

Lors de l'acquisition d'une participation, la différence entre la valeur nette comptable des titres de participation dans l'entreprise consolidée et la part que ces titres représentent dans la situation nette de l'entreprise est, après analyse, répartie entre corrections de valeur des éléments de bilan de l'entreprise consolidée et un écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif sous une rubrique propre et les écarts d'acquisition négatifs sont inclus au passif dans les « Provisions pour risques et charges ». Ils font l'objet d'un amortissement ou d'une reprise au compte de résultat selon un plan préalablement fixé sur une durée déterminée en fonction des objectifs de l'acquisition et qui ne peut en aucun cas excéder vingt ans.

Les écarts d'acquisition constatés au cours de l'année 1993 sur LF Finance (Suisse) S.A. ont été intégralement amortis au cours de ce même exercice et au 31 décembre 2018, aucun écart d'acquisition ne subsiste au bilan.

###### **D) Retraitement et opérations réciproques**

Il a été procédé au retraitement des opérations de LF Finance (Suisse) S.A suivant les normes comptables françaises. Les opérations réciproques et les opérations à caractère fiscal ont été éliminées.

###### **E) Impôts différés**

Les impositions différées résultent de différences temporaires entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal des sociétés consolidées. Le calcul des impôts différés est effectué pour chaque entité fiscale.

##### ***III. – Méthodes comptables***

###### **A) Opérations en devises**

Les positions de change résultant des opérations au comptant ou à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur à la date de clôture ; les profits ou pertes générés par les opérations de change au comptant sont portés en résultat de change.

Les reports ou déports des opérations de change à terme sont enregistrés en produits ou en charges, prorata temporis, sur la durée de vie des contrats.

Les bilans des sociétés et succursales étrangères sont convertis aux cours de fin d'exercice et les comptes de résultat au cours moyen de l'exercice. Les comptes de capitaux propres de la filiale consolidée sont maintenus au cours historique.

Les différences de conversion qui en résultent, figurent sous la rubrique « Réserves consolidées et autres ».

**B) Crédits à la clientèle et provisions**

Les crédits à la clientèle sont distingués par nature sur notre tableau annexé n° 3. Les créances rattachées sont agrégées avec chacune des principales rubriques. Les montants des créances incluent les encours douteux, nets des provisions. En application du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.), lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

La banque SBA ne compte aucune créance restructurée à des conditions hors marché.

Conformément aux dispositions des articles 2231-1 et 2231-2 de ce règlement et à l'avis n°2005-07 du 21 juin 2005, l'actualisation des flux prévus de capital et d'intérêts des créances douteuses a été effectuée au 31 décembre 2018.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Les provisions pour créances sur la clientèle sont déterminées dossier par dossier, lorsque la Direction estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel. Elles sont enregistrées en déduction des actifs, et sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée.

Les intérêts des créances douteuses font l'objet d'une provision d'un montant identique et sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et, par conséquent, du Produit Net Bancaire.

Notre tableau numéro 10 ventile nos créances douteuses par secteur économique.

**C) Risques et charges**

Les engagements sur les pays classés à risque sont suivis et contrôlés de façon permanente.

Les provisions sur risques pays figurent au passif du bilan (cf. tableau 9). Elles sont déterminées suivant instruction de la Direction Générale en fonction de la situation financière de chaque pays.

Notre exposition aux risques pays reste principalement concentrée sur les pays du Proche - Orient.

**D) Titres de placement, de transaction, de participations****1. – Titres de placement.**

Sont comptabilisés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de rendement.

Conformément au règlement 90-01, la Banque effectue l'étalement en produit ou perte de la prime ou décote des titres à revenu fixe.

Les titres sont enregistrés au bilan dès le transfert de propriété, c'est-à-dire à la date de règlement / livraison. Les achats / ventes à terme de titres sont enregistrés dans des comptes de hors bilan jusqu'à la date de règlement / livraison.

Les obligations, actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés à leur prix d'acquisition. Les obligations sont enregistrées hors coupons courus. Les frais d'acquisition et de cession sont portés en charge.

Les titres sont évalués à la clôture de l'exercice au cours du marché à cette date, dans le cas des titres cotés, sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

Les moins-values latentes déterminées ligne par ligne donnent lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

**2. – Titres de transaction**

Sont comptabilisés en titres de transaction les titres acquis en vue de leur revente à brève échéance

et dont le marché de négociation est jugé liquide.

Les titres sont évalués à chaque arrêté comptable au cours du marché et enregistrés en mark-to-market.

**3. – Titres de participation**

Les titres de participation en devises financés en euros, sont enregistrés à leur cours de change historique, conformément au règlement 89-01 de la Commission Bancaire.

A la clôture de l'exercice, leur valeur est estimée en considération de leur valeur d'usage et les moins-values latentes donnent lieu à constitution de provisions pour dépréciation.

**E) Immobilisations**

Les immobilisations incorporelles concernent les frais d'établissement et les logiciels acquis. Ils sont amortis sur une durée de trois ans. Les amortissements dérogatoires, sur certains logiciels, sont retraités de façon à faire réapparaître leur amortissement économique.

Par ailleurs, lors de l'achat par SBA Paris début janvier 2006 des parts minoritaires de LF Finance (Suisse) S.A., la différence entre le prix d'acquisition et la valeur des fonds propres correspondant à la part des intérêts minoritaires, soit 835 000 €, a été identifiée comme acquisition de portefeuille de clientèle faisant partie des immobilisations incorporelles.

Cette acquisition est intégralement provisionnée.

Les immobilisations corporelles figurant à l'actif ont une valeur brute constituée par leur coût d'acquisition. Aucune réévaluation n'a été pratiquée.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens selon le mode linéaire ou dégressif.

L'application du règlement ANC 2014-03 n'a pas généré d'impact significatif dans les comptes au 31 décembre 2018.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

Frais d'établissement et logiciels	3 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Immeubles	20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

## F) Frais de personnel

La provision retraite calculée pour l'exercice 2018 est effectuée en application de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, qui modifie le montant des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière.

Cette provision s'élève à 272.802 € au 31 décembre 2018.

Conformément à la recommandation du CNC 2003-R01 et au règlement sur les passifs, une provision pour médailles du travail est enregistrée dans les comptes de la Banque SBA Paris et se monte à 252.638 € au 31 décembre 2018.

## G) Comptabilisation des charges et des produits

### *Commissaires aux comptes*

Le montant des honoraires T.T.C. réglés cette année à nos commissaires aux comptes s'élève à 177.229 € pour Deloitte et 108.759 € pour Mazars.

### *Intérêts et commissions*

Les intérêts et commissions assimilées aux intérêts sont comptabilisés prorata temporis.

Toutes les autres commissions sont enregistrées à l'encaissement, y compris les commissions reçues ou payées lors de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, pour lesquelles, du fait de leur caractère non- significatif, le règlement n° 2014-07 n'a pas été appliqué.

Les produits et charges en devises sont enregistrés dans leur devise originelle.

Les encaissements et décaissements ainsi que les produits et charges courus sont convertis en euros quotidiennement au cours du jour.

Les dividendes sont enregistrés à la date de mise en paiement ou encaissement.

### *Revenus des titres de participation, titres de l'activité de portefeuille et de placement*

Les revenus des actions et autres titres à revenus variables sont enregistrés à la date d'encaissement.

Les revenus des obligations et autres titres à revenus fixes sont comptabilisés sur la base des intérêts courus.

Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat  
(L'ensemble des chiffres ci-dessous sont exprimés en milliers d'euros)

## 1. – Créances sur les établissements de crédit

	2018	2017
Caisse et banques centrales à vue	174 382	88 327
Comptes à vue	131 386	102 555
Prêts jj	-	-
Comptes à terme	41 244	57 401
Créances rattachées	56	38
Créances douteuses	-	-
	347 068	248 321
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	345 171	246 526

Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	1 897	1 795
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	-	-
	347 068	248 321

## 2. – Dettes sur les établissements de crédit

	2018	2017
Comptes à vue	90 304	39 306
Emprunts JJ		
Comptes à terme	56 612	1 907
Dettes rattachées	2	37
	146 918	41 250
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	146 918	41 250
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	-	-
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	-	-
	146 918	41 250

## 3. – Créances sur la clientèle

	2018	2017
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	6 039	8 357
Crédits de trésorerie	188 830	165 990
Crédits à l'habitat	57 909	79 007
Clientèle financière	-	-
Autres concours à la clientèle	25 038	16 961
Comptes à vue	135 572	89 184
Créances rattachées	1 889	1 453
Créances douteuses compromises	45 939	26 523
Provisions sur créances douteuses compromises	- 45 941	- 20 632
Créances douteuses non compromises	44 419	51 104
Provisions sur créances douteuses non compromises	- 28 495	- 47 894
	431 199	370 053
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	231 097	188 439
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	47 571	63 011
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	131 242	101 265
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	21 289	17 338
	431 199	370 053

Répartition des emplois clientèle par devises	2018	2017
USD	58 %	58 %
EURO	39 %	36 %
Autres	3 %	6 %

Répartition des emplois clientèle par pays	2018	2017
France	18 %	19 %
Europe (France exclue)	13 %	9 %
Moyen Orient	48 %	54 %
Autres	21 %	18 %

**4. – Dettes sur la clientèle**

	2018	2017
Comptes à vue	270 535	268 937
Comptes à terme	311 783	246 454
Dettes rattachées	1 567	1 265
	583 885	516 656
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	490 894	432 474
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	92 455	84 182
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	536	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	-	-
	583 885	516 656

Répartition des ressources clientèle par devises	2018	2017
USD	65 %	55 %
EURO	25 %	31 %
Autres	10 %	14 %

Répartition des ressources clientèle par pays	2018	2017
Europe	23 %	19 %
Moyen- Orient	54 %	63 %
Autres	23 %	18 %

**5. – Titres d'investissements, de placements et de transactions**

	2018					2017				
	Valeur brute	Valeur de marché	+ value latente	- value latente prov.	Valeur nette cptable	Valeur brute	Valeur de marché	+ value latente	- value latente prov.	Valeur nette cptable
Obligations										
Titres cotés										
Emis par org. public	9 339	9 339		-	9 339	6 085	6 085		-	6 085
Emetteurs autres	59 369	59 369		-	59 369	46 699	46 699		-	46 699
Total	68 708	68 708	-	-	68 708	52 784	52 784	-	-	52 784
Actions										
Titres cotés										
SICAV de capital			-	-	-			-	-	-
- Autres actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres non cotés										
- Autres actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Répartition des titres par nature comptable	2018	2017
Titres de transaction	23.606 K€	36.136 K€
Titres de placement	1.700 K€	1.502 K€
Titres d'investissement	43.402 K€	15.146 K€
Total	68.708 K€	52.784 K€

**6. – Parts dans les entreprises liées et titres de participation**

	Valeur Nette au 01/01/18	Acquisition et Change	Dotation de l'année	Valeur Nette au 31/12/18	Valeur Brute au 31/12/18	Provisions au 31/12/18
Titres de participation						
Certificat FGDR	11	5		16	16	

T.B.L. Realisation P.L.C.					1 284	1 284
SWIFT	10			10	10	
SCI Bois Fleuret					2	2
Total	21	5		26	1 312	1 286

**7. – Immobilisations brutes**

	Montant au 01/01/2018	Acquisitions	Cessions	Réévaluation de change	Autres mouvements	Montant au 31/12/2018
1) Immobilisations incorporelles	2 483	39		12		2 534
Fonds Commercial						
Frais d'établissement	295			12		307
Autres immobilisations incorporelles	2 188	39				2 227
2) Immobilisations corporelles	5 992	295	- 672	66		5 682
Construction	1 371		- 672			699
Mobilier et Matériel	2 949	295		36		3 280
Agencement	1 673			30		1 703
Total	8 475	334	-672	78		8 216

**8. – Amortissements et Provisions**

	Montant au 01/01/2018	Dotations	Amortissement sur cessions	Réévaluation de change	Autres mouvements	Montant au 31/12/2018
1) Immobilisations incorporelles	2 001	87		12		2 100
Fonds Commercial						
Frais d'établissement	294	1		12		307
Autres immobilisations incorporelles	1 707	86				1 793
2) Immobilisations corporelles	4 108	350	-49	45		4 454
Construction	438	18	-49			407
Mobilier et Matériel	2 045	311		29		2 385
Agencement	1 625	21		16		1 662
Total	6 109	437	-49	57		6 554

**9. – Provisions pour créances douteuses, risques et charges et risques pays**

	Montant au 01/01/2018	Dotations	Reprises et utilisations	Reclassement et différence de change	Montant au 31/12/2018
Provisions pour créances douteuses clients	68 526	2 561	- 3 776	3 526	70 837
Provisions pour créances douteuses banques					
Provisions inscrites au Passif pour :					
- Charges	788			- 195	593
- Indemnités de fin de carrière	364		- 91		273
- Risques Pays	1 679		- 131	79	1 627
- Hors Bilan	701			29	730
Total provisions	72 058	2 561	- 3 998	3 439	74 060

Le ratio des créances douteuses nettes de provisions sur les crédits à la clientèle s'établit à 3.69 % au 31 décembre 2018 contre 2,46 % au 31 décembre 2017.

Le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à 81,65 % fin 2018 contre 88,28 % fin 2017.

**10. – Ventilation par secteur économique des clients douteux**

	Encours au 31/12/2018	Provisions au 31/12/2018	Taux de provision au 31/12/2018	Encours au 31/12/2017	Provisions au 31/12/2017	Taux de provision au 31/12/2017
Immobilier	7 294	162	2,22 %	2 585	2 585	100,00 %
Transport Maritime	7 826	7 826	100,00 %	7 383	7 383	100,00 %
Fabrication industrielle	40 463	34 264	84,68 %	34 752	33 022	95,02 %
Activité commerciale	30 643	28 052	91,54 %	32 033	24 662	76,99 %
Télécommunications	533	533	100,00 %	874	874	100,00 %
	86 760	70 837	81,65 %	77 627	68 526	88,28 %

**11. – Variation de la situation nette consolidée**

	Groupe	Minoritaire	Total
Fonds propres consolidés au 01 janvier 2018	117 179		117 179
Différence de conversion 2018	- 4		- 4
Fonds propres consolidés hors résultat 2018	117 175		117 175
+Résultat consolidé au 31 décembre 2018	3 589		3 589
Fonds propres consolidés au 31 décembre 2018	120 764		120 764

La Banque SBA est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe bancaire B.L.F.

**12. – Comptes de régularisation et autres actifs et passifs**

Actif	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Débiteurs divers	7 275	8 263
Charges payées d'avance	197	373
Comptes d'ajustement devises	1 412	1 226
Produits à recevoir	308	293
Opérations sur titres	167	161
Divers	1 431	71
Total	10 790	10 387

Passif	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Dettes fiscales et sociales	1 993	2 768
Produits perçus d'avance	87	137
Charges à payer	1 952	2 182
Créditeurs divers	598	185
Chèque à l'encaissement	-	-
Divers	34	44
Total	4 664	5 316

**13. – Incidence en résultat des provisions, pertes et récupérations**

	2018	2017
Dotations	- 120	- 3 693
Créances douteuses	- 120	- 3 651
Risques pays	-	- 18
Risques et charges	-	- 24
Engagements de fin de carrière	-	-
Engagements par signature	-	-
Pertes sur créances irrécupérables	- 3 137	- 162
Créances douteuses	- 3 137	- 162

Titres de participation		
Risques pays		
Reprises de provisions	4 202	3 385
Créances douteuses	3 864	778
Risques pays	131	-
Risques et charges	207	2 607
Engagements de fin de carrière	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Créances douteuses		
Risques pays	-	-
Net des dotations et reprises sur créances douteuses	945	- 470

#### 14. – Chiffre d'affaires et résultat

	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Chiffre d'affaires	25 712	24 781
Produit net bancaire	16 512	18 522
Résultat brut d'exploitation	3 093	4 893
Résultat net avant impôt	4 210	4 423
Impôt sur les sociétés	- 621	1 069
Résultat net part du groupe	3 589	3 354

Moyenne du cours du Dollar US :

— 2018 : 0,8513 €

— 2017 : 0,8811 €

#### 15. – Ventilation géographique du produit net bancaire

	2018			2017		
	Métropole	Etranger	Total	Métropole	Etranger	Total
Intérêts et assimilés						
- Produits	13 923	5 956	*19 879	13 113	5 385	*17 325
- Charges	- 6 122	- 1 970	*- 8 092	- 5 376	- 1 781	*- 5 984
Net	7 801	3 986	11 787	7 737	3 604	11 341
Revenu des titres à revenu variable						
Commissions						
- Produits	1 071	3 123	4 194	955	2 831	3 786
- Charges	- 173	- 34	- 207	- 252	- 22	- 274
Net	898	3 089	3 987	703	2 809	3 512
Opérations financières						
- Solde des opérations de négociation	1 105	89	1 194	2 842	257	3 099
- Solde des opérations sur titres de placement	- 885		- 885			
Net	220	89	309	2 842	257	3 099
Autres opérations bancaires						
- Produits	173	272	445	294	277	571
- Charges	- 16		- 16	-1		-1
Net	157	272	429	293	277	570
Produit net bancaire	9 076	7 436	16 512	11 575	6 947	18 522

\* Déduction faite des comptes liés

La colonne « Métropole » regroupe les charges et produits de l'activité de la BANQUE SBA Paris.

La colonne « Etranger » regroupe les charges et produits de l'activité de l'agence de Chypre et de LF Finance (Suisse) S.A.

**16. – Produits et charges exceptionnels**

Néant

**17. – charges de personnel et effectif moyen**

Charges de personnel :

	2018	2017
Salaires et Traitements	4 953	4 981
Charges Sociales	2 876	2 991
Total	7 829	7 972
Dont charges de retraite	675	682

Effectif moyen :

	2018		2017	
	Social	Entreprises consolidées	Social	Entreprises consolidées
Direction Générale	3	1	3	1
Cadres	28	1	33	1
Techniciens	28	7	26	8
Total	59	9	62	10

**18. – Comptes liés intra-groupe**

Banque Libano- Française	31/12/2018	31/12/2017
Actif		
Comptes courants	4 959	1 741
Prêts Terme		
Créances rattachées		
Passif		
Comptes courants	53 071	3 904
Emprunts Jour/Jour		
Emprunts Terme	56 000	
Dettes rattachées		
Autres sommes dûes		
Hors Bilan		
Forex à Terme		
Garanties Données	642	392
Intérêts		
Total charges	- 59	- 63
Total produits	47	27
Commissions		
Charges		- 7
Frais de siège	- 454	- 453
Produits	6	5

**19. – Engagements hors-bilan**

Engagements donnés	2018	2017
Engagements de financement		
Ouvertures de L/C's confirmés d'ordre de la clientèle	67 399	63 721
Acceptations à payer (d'ordre de la clientèle)	2 470	14 733
	69 869	78 454

Engagements de garantie		
Garanties émises d'ordre de banques	4 552	3 393
Garanties, avals, et cautions sur marchés d'ordre de la clientèle	28 438	30 861
Engagements douteux	3 245	3 288
	36 235	37 542
Engagements sur titres		
Titres acquis avec facultés de rachat ou de reprise	554	553
Autres engagements donnés	554	553

Engagements reçus	2018	2017
Garanties reçues de banques	68 735	94 716
Garanties reçues des sociétés d'assurance et administrations	68 735	94 716

## 20. – Activité par pays

Nom des implantations	SBA PARIS	SBA CHYPRE	LF FINANCE SUISSE SA
Nature de l'activité	Banque	Banque	Gestion de fortune
Localisation géographique	Paris	Limassol	Genève

Année 2018	France	Chypre	Suisse
Produit Net Bancaire	9 075	3 295	4 143
Chiffre d'affaires	16 586	5 288	4 538
Effectif à temps plein	46	13	9
Bénéfice avant impôt	2 356	1 855	1 119
Impôt sur les bénéfices	-415	-206	0
Subventions publiques reçues	0	0	0

## 21. – Comptes inactifs (au sens de la loi Eckert promulguée le 13 juin 2014)

Nombre de comptes inactifs ouverts	132
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes inactifs	4 003 668,38 €
Nombre de compte inactifs transférés à la CDC en 2018	7
Montant total des fonds déposés à la CDC en 2018	314 893,55 €

## IV. – Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Banque SBA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit

### Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Risque de crédit – Provision pour risque pays**

#### **Risque identifié**

Dans le cadre de ses activités, Banque SBA est exposée au risque de crédit clientèle.

SBA comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit avéré inhérent à son activité.

Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et hors bilan concernés. Ces provisions sont déterminées par le management de Banque SBA.

Au 31 décembre 2018, le montant total des encours bilan exposés au risque de crédit s'élève à 386 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 70,8 millions d'euros.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations par la direction de la valeur des éventuelles garanties.

#### **Notre réponse**

Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de SBA et testé les contrôles concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.

Nous avons également réalisé en date d'arrêté, des travaux approfondis sur les encours de crédit clientèle.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

- Notation des contreparties : nous avons analysé le risque des contreparties significatives ; nous avons par ailleurs apprécié le niveau de risque d'une sélection d'encours estimés sains par la direction afin de nous assurer de l'absence de nécessité d'un déclassement en douteux de ces encours ;
- Nous effectuons également un suivi des impayés en date d'arrêté et nous assurons qu'aucune contrepartie ne présente d'échéance impayée supérieure à 90 jours et nécessitant le déclassement en douteux.
- Evaluation des dépréciations constituées sur base individuelle : nous avons vérifié le correct déclassement en douteux des risques avérés, examiné l'évaluation des risques de non recouvrement et l'estimation des garanties et apprécié les hypothèses et données retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations.

Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.

### **Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque SBA par une assemblée générale de l'exercice 1996 pour le cabinet Mazars et par l'assemblée générale du 27 mai 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2018, la durée de la mission sans interruption du cabinet Mazars était supérieure à 20 années et le cabinet Deloitte & Associés était dans la 11<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise  
relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### ***Rapport au comité d'audit***

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 30 avril 2019  
Les commissaires aux comptes

Mazars  
Anne Veaute

Deloitte & Associés  
Pascal Colin

### **V. – Rapport de gestion**

Les rapports de gestion sociaux et consolidés peuvent être consultés à la BANQUE SBA.